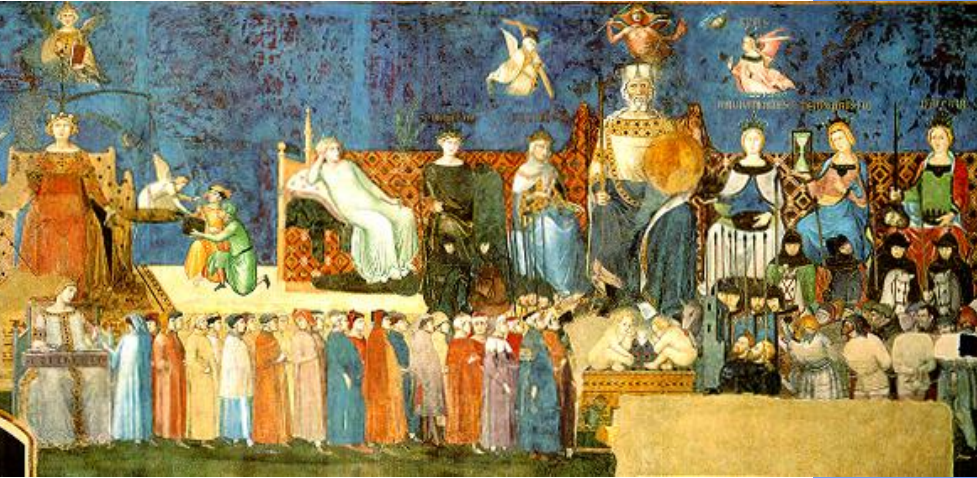


CHAIRE

**C.-A. Poissant de recherche
sur la gouvernance
et l'aide au développement**

UQÀM



L'évolution de la coopération pour le développement du Royaume-Uni

Le développement dans le canevas
de la cohérence, de l'effectivité et
de la sécurité

Esma Guenin

Janvier 2008

Ce texte est un travail effectué dans le cadre du cours POL 8501. Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteure et ne reflètent pas nécessairement ceux de la Chaire C.-A. Poissant de recherche sur la gouvernance et l'aide au développement ou de son comité scientifique.

Introduction

Aux propres mots du CAD, le modèle de coopération pour le développement britannique est un modèle fort, efficace et ajustable aux mutations du monde contemporain. De ce fait, le Royaume-Uni est considéré comme l'un des leaders en ce qui a trait aux questions de cohérence, d'efficacité et d'harmonisation de l'aide. D'ailleurs, depuis 1997 le Royaume-Uni a posé que l'élimination de la pauvreté était un devoir moral auquel tous devraient se concentrer. Dans le cadre de ce travail, nous tenterons donc de déterminer les concepts, les idées et les orientations qui sous-tendent aussi bien le discours que la stratégie de coopération en matière de développement.

À cet effet, trois hypothèses seront soumises. Dans un premier temps, nous avançons que l'avènement du parti travailliste au pouvoir en 1997 a engagé une réorientation radicale de la politique de coopération pour le développement traduisant un changement aussi bien structurel que conceptuel de telle sorte que les types de politique mise en place et la teneur de celles-ci s'en sont trouvés transformés. Dans une seconde mesure, depuis le 11 septembre 2001, la politique de coopération pour le développement du Royaume-Uni subit une lente, mais profonde transformation qui tend à soumettre les problématiques de développement aux exigences de flexibilité et d'efficience entourant les questions sécuritaires. Finalement, nous estimons que le Royaume-Uni accorde depuis 1997 un rôle plus crucial à l'effectivité, à l'harmonisation et à la cohérence des politiques en matière de développement.

Aux fins d'analyse, nous porterons donc une attention particulière aux transformations structurelles ayant eu cours dans l'espace du développement depuis 1990. Nous procéderons aussi à une lecture en profondeur des Livres Blancs sur le développement et des rapports du CAD sur le Royaume-Uni pour rendre compte de l'évolution du discours aussi bien que des contradictions qui composent celui-ci.

Évolution du cadre structurel de la coopération pour le développement

Avant toute entrée en matière, il nous faut signaler quelques changements d'ordre structurel qui ont eu cours dans l'histoire du développement du Royaume-Uni et qui peuvent nous aider à mieux capter les orientations historiques. De prime abord, attirons l'attention sur le fait que la coopération pour le développement était régie par l'Overseas Development Administration (ODA)

qui était un bureau administratif créé en 1964 par le gouvernement conservateur d'Edward Heath. Ce bureau se verra successivement perdre, reprendre puis reperdre son siège au Cabinet entre 1967 et 1997. En fait, l'ODA n'avait pas de statut de ministère et faisait formellement partie du Ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth (FCO) qui, par ailleurs, représentait l'ODA au Cabinet. Ce bureau avait donc très peu d'autonomie et d'indépendance. (Voir Tableau 1)

En 1997, le développement international gagne en autonomie et en importance, car la première mesure du gouvernement travailliste sera le remplacement de l'ODA par la création du Département for International Développement (DFID) qui acquiert le statut de ministère à part entière pour la première fois depuis 1979. Ce changement structurel et administratif est d'ailleurs perçu positivement par le CAD. Tandis qu'en 1994 le CAD blâmait le Royaume-Uni pour le manque de cohérence entre sa politique de coopération pour le développement et ses actions dans le domaine de la politique commerciale, la politique d'investissement, la politique technologique, la politique à l'égard de la dette aussi bien que celle de la bonne gestion des affaires publiques, en 1997 le CAD souligne que « le remplacement de [l'ODA par le DFID] témoigne qu'il ne s'agit plus uniquement de coopérer au développement, mais, comme l'implique le nom même du ministère, de découvrir une plus large gamme de problèmes liés au développement, et d'imprimer une nouvelle dynamique à l'effort de cohérence des politiques menées par l'ensemble des services¹. »

D'autre part, le changement de cap en matière de développement inhérent à l'arrivée au pouvoir du Parti travailliste se traduit dans un premier temps par la publication de deux Livres Blancs en l'espace de trois ans et dans un second, par l'instauration en 2002 de l'International Development Act qui a permis l'énonciation d'une loi indiquant que l'objectif premier de la coopération pour le développement était l'élimination de la pauvreté ainsi que la promotion du développement en général. Cette loi charge le DFID de la mission d'éradiquer la pauvreté et lui alloue le pouvoir d'accorder de l'aide humanitaire aussi bien que de l'aide au développement à l'étranger :

« In any case, within the UK since 1997 the primacy of developmental considerations has been powerfully reasserted, not least through the publication of two White Papers and supporting legislation. In fact, the 2002 International Development Act made it

¹ OCDE (1997), Royaume-Uni. Série d'examens en matière de coopération pour le développement, n° 25, Comité d'aide au développement, Paris, p. 10.

unlawful for British aid to be used for any purpose other than the furtherance of sustainable development or improving the welfare of the populations of assisted territories². »

Tableau 1 : Synthèse de l'évolution des politiques de coopération en matière de développement international (DI) entre 1964 et 2007

Période	Partie Politique/Premier Ministre	Organe administratif en matière de DI	Livre Blanc (White Papers)	Contexte politique et événements importants
1964-70	Labour Party Harold Wilson	- Création en 1964 du Ministry of Overseas Development. Ce ministère a un siège au Cabinet - En 1967 ce ministère perd son siège au Cabinet	1960. Assistance from the United Kingdom for Overseas Development 1967. Overseas Development: The Work in Hand	- Guerre Froide - Mouvement d'institutionnalisation internationale - 1re décennie développement - Rapport Pearson
1970-74	Conservative Party Edward Heath	- Le département est renommé l'Overseas Development Administration (ODA) - L'ODA fait formellement partie du Ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth (FCO) - L'ODA est représenté au Cabinet par le secrétaire des Affaires étrangères		-1 ^E . Choc pétrolier - Création de l'OPEP - NOEI
1974-79	Labour Party 1974-76. Harold Wilson 1976-79. James Callaghan	- L'ODA retrouve son statut de 1964. - Indépendance l'ODA vis-à-vis du FCO - Siège au Cabinet	1975. Overseas Development : The Changing Emphasis in British Aid Policies	- Crise du pétrole de 1973 - Crise alimentaire

² Tony, Killick, *Policy Autonomy and the History of British Aid to Africa*, Development Policy Review, 2005, 23 (6), p. 675.

1979-90	Conservative Party 1979-90. Margaret Thatcher 1990-97. John Major	- L'ODA reprend le statut de 1970-74		- Chute du mur de Berlin - Compression des dépenses publiques - Mise en place du programme ATP -1980. Rapport de la Commission Brandt
1997-...	New Labour Party 1997-07. Tony Blair 2007. Gordon Brown	- L'ODA reprend son statut de 1974-79. - L'ODA est renommée Department of International Development (DFID). DFID a le statut de ministère - On accorde au DFID des responsabilités additionnelles en ce qui a trait au C.I.	1997. Eliminating World Poverty : A Challenge for the 21 st Century 2000. Eliminating World Poverty : Making Globalisation Work for the Poor 2006. Eliminating World Poverty : Making Governance Work for the Poor	- Clare Short est la Secrétaire d'État du Development International - Commission parlementaire sur le DI - Abolition de l'ATP - 9/11 - 2002. International Development Act

Source: Killick (2005); Alfini and Chambers (2005)

L'évolution du discours et des politiques en matière de coopération pour le développement

En nous basant sur une étude³ analysant l'évolution discursive des Livres Blancs sur le développement du Royaume-Uni ainsi qu'une analyse en profondeur des Livres Blancs de 1997, 2000 et 2006⁴, nous pouvons poser qu'il existe indubitablement une évolution du langage en matière de coopération pour le développement qui s'accompagne d'une transformation des pratiques – transformation toujours contextuelle au gouvernement national en place, aux débats internes au parti au pouvoir ainsi qu'à la conjoncture de l'actualité internationale.

³ Naomi, Alfini, Robert, Chambers, *Words Count: taking a count of the changing language of British aid*, Development in Practice, vol. 17, no. 4-5, August 2007, p. 492-504.

⁴ Les Livres blancs de 1997, 2000 et 2006 sont les seuls disponibles.

Il importe cependant – avant d'entamer le compte rendu des années 1990-2006 – de détailler que durant les années 1980 (sous le régime de Thatcher) la politique de coopération pour le développement a été relayée au second plan conjointement à la baisse substantielle des niveaux de dépenses publiques. Il incombe par conséquent de souligner que durant cette période, bien que le Royaume-Uni accuse une croissance économique, la proportion APD/PNB demeure substantiellement marginale pour un pays aiguisé par la culpabilité postcoloniale, car, « comme on l'avait noté dans le dernier examen de l'aide, le rapport APD/PNB du Royaume-Uni a baissé au cours des années 1980, tombant d'un maximum de 0.51 % en 1979 à 0.27 % en 1990⁵. » Il faudra par la suite attendre les années 1990, avec l'entrée au pouvoir de John Major, pour remarquer une rupture avec le régime de Thatcher et cela, principalement au niveau des montants d'aide allouée pour la politique de coopération pour le développement. À cette époque, la prévalence était accordée au moins d'État ainsi qu'aux forces autorégulatrices du marché. Le développement était donc clairement entrevu selon une optique commerciale :

[...] For example, in the mid-1990s, the then UK Minister of Overseas Development, Linda Chalker, concluded an address on Britain's approach to multilateral aid by stressing the importance of 'poverty reduction' and 'sustainable development', combined with the pronounced aim of ensuring that what was done in the field of 'aid' represents value for money⁶.

Les fondements de la coopération pour le développement : le Livre Blanc de 1975

Prosaïquement, entre 1974 et 1997, la politique de coopération et de développement se fonde sur le Livre Blanc pour le développement de 1975⁷ qui est écrit suite à la crise du pétrole de 1973. Le Livre Blanc de 1975 avance l'idée que l'aide doit aller aux plus pauvres des pauvres. En théorie, les crédits doivent donc être acheminés vers les communautés les plus pauvres des pays les plus pauvres du globe et cela, par le financement de stratégies de développement de l'agriculture, le développement rural, l'augmentation des fonds alloués à l'aide alimentaire d'urgence et l'amélioration des politiques commerciales envers les pays les plus pauvres. En fait, ce qui est relevé à travers le discours du Livre Blanc de 1975 est que le problème majeur des économies des

⁵ OCDE (1994), Royaume-Uni. Série d'examens en matière de coopération pour le développement, no.1, Comité d'aide au développement, Paris, p.8.

⁶ David Slater and Morag Bell, *Aid and the Geopolitics of the Post-Colonial: Critical Reflections on New Labour's Overseas Development Strategy*, Development and Change, vol. 33, no.2, p. 341.

⁷ Étant donné que le Livre Blanc n'est ni disponible sur internet, ni à la bibliothèque, l'analyse du Livre Blanc de 1975 se base sur le texte *The Changing Emphasis in British Aid Policies: Help for the Poorest Population and Development Review* publié par le Ministère Britannique du développement outre-mer (ODA) en 1976. Ce n'est là qu'un bref résumé du Livre Blanc de 1975.

pays les moins développés réside dans le fait que ce sont des économies duales ; à dire qu'elles sont caractérisées par de larges secteurs ruraux accusant un taux de croissance quasi nul et de petits secteurs modernes et riches qui demeurent caractérisés par des faibles taux de croissance (4 %) ne pouvant bénéficier à l'ensemble de la population. De plus, il est indiqué que la croissance démographique rapide sans amalgame à un développement économique parallèle a signifié que de grands taux de la population en capacité de travailler sont demeurés inactifs. L'ODA entendait donc s'attaquer au problème de la pauvreté à la racine de par l'implication directe des pays du Nord pour l'instauration de politiques publiques et de subventions concessionnelles visant à absorber le capital humain dans une industrie agricole forte ainsi qu'un transfert technologique et administratif permettant ultimement un rattrapage des pays du Sud sur les pays du Nord. Le discours de l'ODA incarnait apparemment une volonté de dépasser la charité et de s'assurer que la coopération pour le développement augmente les opportunités de travail productif pour les plus pauvres ainsi qu'une amélioration de la qualité de vie par le contrôle du taux de natalité, la diminution de la mortalité infantile ainsi qu'une bonne croissance économique. Au-delà de l'inessentielle technicisation du discours et du manque de transfert réel de capitaux pour l'industrialisation, il faut marquer le ton condescendant et paternaliste que l'ODA adopte ainsi que l'effacement de toute subjectivité 'du pauvre' qui n'est dès lors entrevu que comme un objet des politiques : « Because they start with such low average incomes, the people of these countries, who number more than a billion, have a long way to go to achieve a modest improvement and yet are ill-planned to make all the necessary current sacrifice to ensure some improvement in the future⁸. »

Globalement, la programmation de l'ODA visait la réduction de la mortalité infantile, la réduction de la croissance démographique, le planning familial, l'amélioration des services sociaux en général et particulièrement pour les gens âgés, la recherche pour le rapprochement culturel afin d'assurer l'implantation des programmes et l'amélioration du statut et de la place des femmes dans la société. À cet égard, notons que les notions les plus utilisées dans le Livre Blanc de cette époque sont : pauvres, les plus pauvres, politiques rurales, nourriture ainsi que la notion d'aide qui était toujours couplée aux activités géographiquement ou sectoriellement orientées⁹. La

⁸ The British Ministry of Overseas Development, *The Changing Emphasis in British Aid Policies: Help for the Poorest*, Population and Development Review, vol. 2, no. , march 1976, p. 159.

⁹ Naomi, Alfini, Robert, Chambers, *Words Count: taking a count of the changing language of British aid*, Development in Practice, vol. 17, no. 4-5, August 2007, p. 497.

prédominance des notions rurales, nourriture et aide qui sont successivement utilisées 117, 96 et 230 fois chacune¹⁰ relève que l'imaginaire britannique est à ce moment-là encore marqué par la crise de famine de 1973. Bien que dans le discours l'on stipule que l'on doit aider les plus pauvres des pauvres, nous pouvons relever qu'une analyse de la ventilation des crédits de l'APD selon les principaux objets d'engagements nous indique que l'aide en matière d'agriculture se chiffre uniquement à 6.1 % en 1981 contre 8.6 % en 1991. En ce qui a trait à l'aide alimentaire et l'aide d'urgence, les sommes se fixent à 2.7 % en 1981 et 6.5 % en 1991. Ce faisant, la majorité de l'aide en 1981 est accaparée (à 73.8 %) par l'aide allouée aux infrastructures, services, infrastructures économiques ainsi que le secteur de production. Soulignons finalement qu'à cette époque, et cela jusqu'en 1997, une partie des crédits de l'aide au développement sont déviés au bénéfice du dispositif de l'Aid and Trade Program (ATP) dont l'objectif était de favoriser la politique commerciale du Royaume-Uni.

Le changement de cap engendré par l'arrivée au pouvoir du Parti travailliste

La transformation majeure en matière de coopération pour le développement est à lier à l'arrivée au pouvoir du gouvernement travailliste. Effectivement, à partir de 1997 on remarque une réorientation nette de l'objectif et du volume de l'aide au développement. Le développement devient donc à partir de 1997 un enjeu primordial. De même, la cible de 0.7 % du PNB pour la contribution financière pour le développement est réactualisée dans les objectifs. À ce moment-là, le développement est inscrit comme un nouvel enjeu moral à lier au droit humain. L'introduction du Livre Blanc de 1997 de Tony Blair en témoigne: « Together you and I will begin to build the new society, a society in which each of us has a chance to grow, to achieve, to contribute, to create dignity for ourselves alone, but for others also; a society in which each of us has a stake, a share; and will give back to our children a heritage to hope¹¹. » De même les déclarations de Clare Short alors secrétaire d'État, vont dans le même sens. Elle stipule, dans un texte introductif au Livre Blanc de 1997, qu'il est du devoir moral des Britanniques de se soucier des pauvres et d'essayer de les atteindre et de les supporter. Ainsi, tout en insistant sur la nécessité d'acculturation du public en matière de développement, le Livre Blanc de 1997 relève l'interdépendance mutuelle des individus ainsi que les bénéfices qu'engendrerait l'élimination de la pauvreté. Ce qui est mis en perspective

¹⁰ *Ibid.*, p. 496.

¹¹ DFID (1997), *White paper on International Development. Eliminating World Poverty: A challenge for the 21st Century*, p. 2.

dans le Livre Blanc de 1997 – au-delà des chiffres et du jargon habituel – est une rhétorique socialiste ainsi qu'un souci prononcé pour les problématiques sociales¹². Notons à cet effet que les mots les plus utilisés dans ce Livre Blanc sont : droits, partenariat, pauvre, individu, développement durable, environnement et genre¹³.

Il faut dire, qu'à son arrivée au pouvoir, le gouvernement travailliste a hérité d'une situation marquée d'un manque d'initiative aussi bien que d'un désintérêt total pour les questions en matière de coopération pour le développement. Ainsi, il ne s'était pas écrit de nouveau Livre Blanc depuis 1975. De plus, l'aide était ouvertement perçue comme un moyen défensif de protéger les intérêts commerciaux britanniques. À sa prise de pouvoir, le gouvernement travailliste se particularise par une volonté nette de se distinguer de ces prédécesseurs ainsi que d'incarner le changement, et ce, par la Troisième Voie. Une voie couplant le partenariat entre le marché et l'État afin que la société puisse aller au-delà de la social-démocratie aussi bien que du néolibéralisme. À dire vrai, autant les politiques économiques libérales que certaines des réformes thatchériennes sont louangées par le gouvernement travailliste. Les premières considérées comme le seul moteur viable pour le développement aussi bien social qu'économique et les secondes, comprises comme de nécessaire changement pour la modernisation et l'augmentation de la compétitivité du Royaume-Uni. Il va sans dire que cette troisième voie est plutôt contradictoire en elle-même puisqu'elle tente de lier la rhétorique socialiste et le discours néolibéral sans qu'il y ait dépassement des limites et des points de ruptures entre chacune de ces idéologies. Toujours étant, que cette troisième voie marque de façon notable la façon de concevoir le développement en ce sens qu'il y a une tentative de coupler les vertus du marché à un État tout aussi vertueux, qu'effectif en matière de politiques sociales et économiques :

The 'Third Way' influence was most clearly visible in the way models of development were interpreted. These models were characterized as having two flaws: either prioritizing state interventionism, with its attendant pitfalls of corruption and

¹² Une parenthèse doit aussi être faite afin de souligner que le rôle non négligeable que la secrétaire d'État de 1997 à 2003, Clare Short, a pu jouer dans la prise en compte des enjeux de développement. À reprendre Killick (2005: 676): « Without question her [Clare Short] political strength and willingness to fight her Department's corner within government had a great deal to do with the changes that have occurred in British development policy under the Blair administration, albeit with the strong support of the Prime Minister and Chancellor of the Exchequer. As a former Permanent Secretary has written, the incumbency of Clare Short meant for him a change 'from Administration to Delivery', to a far stronger focus on getting developmental results. »

¹³ Naomi, Alfini, Robert, Chambers, *Words Count: taking a count of the changing language of British aid*, Development in Practice, vol. 17, no. 4-5, August 2007, p. 498.

inefficiency; or maintaining a belief in a 'minimal State and unregulated market forces', which had failed to guarantee economic growth and had generated increases in inequality. The alternative was to chart a path between these two opposites, to 'create a new synthesis which builds on the role of the State in facilitating economic growth and benefiting the poor'.

D'entrée de jeu, il est indiqué que le Livre Blanc de 1997 a pour objectif de mettre en place des politiques permettant le développement durable et la continuité du développement ayant eu cours dans les années 1980¹⁴. L'objectif premier est l'élimination de la pauvreté – de la pauvreté extrême doit-on lire de par les silences analytiques. Cette fois-ci, ce qui est avancé est que la mondialisation peut bénéficier à tous s'il est assuré que la croissance bénéficie aux plus pauvres des pauvres. En cela, le développement durable qui est assimilé à la mise en place de politiques et d'objectifs qui permettent la création d'un environnement durable enclin à la promotion du développement humain autant qu'à la conservation de l'environnement peut assurer un progrès en matière de démographie, d'environnement, de conflit et de maladie. Dans ce cadre, la prévalence est alors accordée au rôle de l'État en ce qui a trait à la garantie des droits de la personne et l'instauration de relations fructueuses (par le moins d'État) avec le secteur privé. L'État dans ce contexte doit voir à garantir aux citoyens la jouissance de leurs droits civils et politiques. D'autre part, l'État doit garantir un cadre effectif et vertueux permettant la liberté de commerce qui résultera nécessairement à une élimination de la pauvreté :

*It is only governments, provided they are 'virtuous', that can provide the 'right political and economic framework' for the elimination of world poverty – in the words of Blair (1998 :15), the time of 'big government means better government is over'. The priority is given to economic growth and the framework is closely linked to the priority given to partnerships in development [...]*¹⁵.

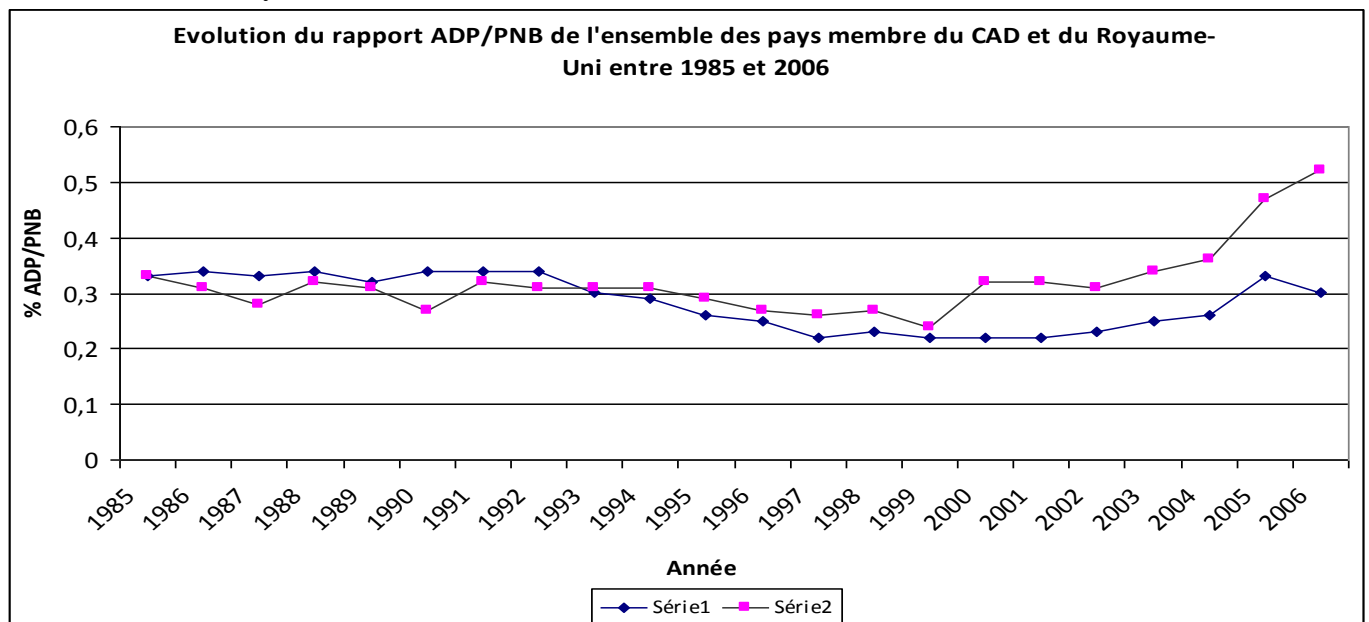
Dans une autre mesure, nous pouvons mettre en relief qu'un intérêt marqué est porté à la notion de partenariat. Cette notion est récupérée tout au long du discours et sert à relever que les agences de développement doivent travailler main dans la main avec les PVD afin de renforcer la lutte visant l'élimination de la pauvreté. La notion de partenariat indique aussi qu'un partenariat s'impose dorénavant entre le public et le privé afin qu'il puisse y avoir du progrès en vue de l'atteinte des objectifs de développement internationaux ainsi que l'optimisation des mesures

¹⁴ En matière de réussite des années 1980, ce qui est relevé est l'augmentation de la longévité et la diminution du nombre de femmes qui meurent en donnant naissance.

¹⁵ David Slater and Morag Bell, *Aid and the Geopolitics of the Post-Colonial: Critical Reflections on New Labour's Overseas Development Strategy*, Development and Change, vol. 33, no.2, p. 343.

d'effectivité du développement. L'emphase mise sur le partenariat voulait probablement marquer une rupture avec les conditionnalités qui étaient exigées par le gouvernement conservateur d'antan (conditionnalités qui s'établissaient entre autres par le dispositif d'ATP). Pourtant, à reprendre Slater et Bell, bien que le discours sur le partenariat soit louable en son essence, il importe de se demander si la relation unilatérale entre le donneur et le receveur d'aide s'est réellement vue transformer par la simple incorporation de la notion de partenariat dans le vocable. Par ailleurs, il serait intéressant de savoir combien de partenariats sont effectués avec les groupes/pays n'ayant pas la même vision du développement que que le DFID.

Graphique 1 : Évolution (en %) du rapport APD/PNB de l'ensemble des pays du CAD et du Royaume-Uni entre 1985 et 2006.



Source : Statistiques de l'OCDE

Légende :

Série 1 : % APD/PNB du Pays membre du CAD

Série 2 : % APD/PNB du Royaume-Uni

Le livre Blanc de 2000 : une prolongation et un renforcement des idées de 1997

À peine trois ans suite à la publication du premier Livre Blanc de 1997, le DFID en publie étrangement un second qui s'alligne sur le Livre Blanc de 1997. Il reprend principalement l'idée de la cible de 0,7 % du PNB et celle de la nécessité de lutter pour l'éradication de la pauvreté dans le monde. Précisons que ce Livre Blanc se pose comme une prolongation et un approfondissement

des prémisses théoriques du Livre Blanc de 1997. En complément, cette nouvelle publication prévoit un échancier afin de gérer la mondialisation qui est comprise comme un processus mondial ayant un potentiel autant constructeur que destructeur sur le développement. La gestion du processus de mondialisation doit donc se faire de façon à s'assurer que la richesse, la technologie et la connaissance puissent apporter un bénéfice durable (entre autres, mais particulièrement) au cinquième de la population vivant dans l'extrême pauvreté. Le DFID affirme donc que le gouvernement britannique travaillera de façon à ce que la mondialisation bénéficie systématiquement à tous. La mondialisation est dans ce cadre-ci, définie comme un processus d'interdépendance et d'interconnexion croissante ayant cours depuis la fin de la Guerre Froide. Ce processus participe de la croissance du mouvement des biens, des services, du capital et de l'information ainsi que d'un effacement des frontières par l'établissement d'une économie globale. Cette marche est aussi marquée par l'avancement technologique, la réduction des coûts de transactions qui engendrent une augmentation du commerce dans un contexte de production mondiale ainsi que la diffusion/expansion de valeurs globales telle la démocratie les droits de la personne et la protection de l'environnement. Par prolongement, le DFID considère qu'une bonne gestion de la mondialisation peut créer des opportunités à des millions d'individus pour se sortir de la pauvreté. À reprendre Hewitt¹⁶, il faut comprendre la publication du Livre Blanc de l'an 2000 comme une réponse aux événements de Seattle ainsi qu'aux mouvements antimondialisation. Concrètement, ce livre tente tacitement de démontrer que la mondialisation a des effets positifs et que les moyens de combattre la pauvreté ne sont pas à chercher dans le protectionnisme ou encore dans une rupture vis-à-vis de la coopération internationale. Relevons à cet effet qu'une phrase caractéristique de ce Livre Blanc s'ébauche comme suit :

*Since **globalization** leads to **international development** with potential for **poverty reduction**, the **UK government** will support **global politics** that assist **developing countries** to benefit from **world trade, investment and finance** and build **effective governments** which support poor people and the **environment**¹⁷.*

En fait, ce Livre vient réaffirmer l'interconnexion entre le national et l'international. Par ailleurs, il instaure un lien entre les luttes visant l'élimination de la pauvreté à l'intérieur du Royaume-Uni à celle se déroulant à l'étranger. On peut néanmoins discerner une technicisation

¹⁶ Anderson, Hewitt, *Beyond poverty? The new UK Policy on International Development and Globalization*, Third World Quarterly, vol. 22, no.2, p. 291-296

¹⁷ Naomi, Alfini, Robert, Chambers, Words Count: taking a count of the changing language of British aid, *Development in Practice*, vol. 17, no. 4-5, August 2007, p. 499.

ainsi qu'une standardisation du discours. En fait, le langage dans ce Livre Blanc use grandement des notions de réduction et d'effectivité. Le vocabulaire est avant tout économique. Par suite, la notion de partenariat sans être oubliée, est délaissée au profit de ceux de globalisation et d'investissement. Le marqueur est alloué à la libéralisation des marchés, à l'investissement, au commerce, à la finance et à l'assistance au développement. Ce rapport souligne la nécessité des bonnes politiques en ce qui a trait à la mondialisation aussi bien que la nécessité de mettre en place des gouvernements efficaces et des marchés effectifs. L'examen du CAD de 2001 confirme une plus grande harmonisation des politiques du DFID avec les objectifs internationaux de développement ainsi qu'une continuelle recherche et mise au point d'approches : « propres à favoriser la cohérence des politiques, notamment dans les domaines des échanges, de l'environnement et de la réduction des conflits, au sein de l'administration britannique de même qu'à l'échelle européenne et internationale¹⁸. » Le postulat de base à une telle analyse est que le marché peut servir de médiatisation entre les intérêts particuliers et les intérêts généraux de la société civile. Ce qui échappe pourtant à un tel postulat est la contradiction inhérente entre les idéaux du développement et la logique du capital qui n'est que l'accumulation du capital. En ce sens, la critique soulevée par les ONGs au sujet de la mondialisation est intéressante.

What many NGOs involved in the process of contesting the neoliberal discourse of globalization are arguing, together with many social scientists, is that it is not globalization per se that is at stake but rather questions such as the conditions under which it takes place, the terms of engagement it requires between the countries of the North and the South, the identification of winners and losers in the process, the politics of decision-making within key institutions such as the IMF, the WTO and the World Bank, and the recognition of asymmetrical power relations in the conduct of international development¹⁹.

Dans un autre ordre d'idée, un lien est tracé entre la sécurité mondiale et l'intérêt national du Royaume-Uni. Il est indiqué que la prévention des conflits violents passe par la promotion d'un système gouvernemental efficace et inclusif. Le DFID stipule que la promotion de la paix et de la sécurité est nécessaire pour attirer les investissements étrangers et le commerce, car les conflits sont une barrière importante au développement : « The underlying causes of conflict differ, but societies will generally be less vulnerable to violence where all people have a stake in the

¹⁸ OCDE (2001), Royaume-Uni, Examen par les pairs, Comité d'aide au développement, [En ligne], <http://www.oecd.org/dataoecd/38/15/30716224.pdf>, [page consultée le 1^{er} octobre 2007]

¹⁹ David Slater and Morag Bell, *Aid and the Geopolitics of the Post-Colonial: Critical Reflections on New Labour's Overseas Development Strategy*, Development and Change, vol. 33, no.2, p. 348.

economic, social and political systems of their countries²⁰. » En 2000, la prévention des conflits pour le Royaume-Uni passe par la promotion et la gestion d'un développement inclusif et équitable de l'environnement et des ressources naturelles ainsi qu'un accroissement du support de la réforme du secteur de sécurité, car les quarante pays les plus pauvres se particularisent par des forces de sécurité répressives et indisciplinées source d'insécurité et d'abus des droits de la personne. Ce faisant, il importe pour un développement efficient, d'appuyer un système de sécurité tout aussi efficient : « A security sector that is appropriately tasked, managed and resourced, and subject to proper civilian oversight, can help to provide greater stability and security for poor people²¹. »

Le Livre Blanc de 2006

Parallèlement, le Livre Blanc de 2006 se présente sous la forme d'une approche en cinq temps pour la réduction de la pauvreté ; soit le renforcement de la bonne gouvernance dans les pays pauvres, l'augmentation du volume d'aide au développement, la prévention et le contrôle des impacts des changements climatiques, la réforme du secteur sécuritaire ainsi que la réforme du système de développement international. De plus, un chapitre est ajouté sur la paix et la sécurité. L'emphase est mise sur le rôle du développement dans la construction sécuritaire et la réduction des conflits. Le Livre Blanc pour le développement de 2006 réaffirme l'idée que l'objectif du développement est la réduction de la pauvreté. Ce Livre Blanc entend livrer les promesses faites en 2005 concernant les grands défis du développement international. Le premier étant la lutte contre la pauvreté qui ne peut se faire qu'avec la bonne gouvernance qui permet au gouvernement autant qu'aux citoyens de faire en sorte que l'implantation des politiques soit effective pour les pauvres. Le second objectif est d'aider les pays à assurer leur sécurité aussi bien que d'assurer une croissance durable ainsi que l'accès à l'éducation et à la santé pour l'ensemble des citoyens des PVD. Finalement, une attention prononcée est accordée aux questions environnementales qui sont liées au développement selon une logique stipulant que l'exploitation *durable* des richesses et des ressources naturelles permettrait une meilleure répartition de la richesse.

²⁰ DFID (2000), White paper on International Development, *Eliminating World poverty: Making Globalization Work for the Poor*, p. 30.

²¹ *Ibid*, p. 30.

Les concepts de bonne gouvernance et de sécurité sont la pierre angulaire de ce rapport. La notion de bonne gouvernance permet au Royaume-Uni d'affirmer que la seule façon de construire un État qui fonctionne pour les pauvres est de mettre au cœur de toutes les préoccupations l'enjeu de la gouvernance de telle sorte qu'il y ait une concentration sur les capacités et la responsabilité des États. Pour ce faire, le DFID ajoute qu'il importe d'enrayer la corruption et d'assurer la transparence des investissements étrangers dans l'industrie d'extraction des matières premières. La notion de partenariat avec les pays du Sud est encore une fois mise de l'avant. Uniquement ici, il est explicitement dit que les partenariats ne seront effectués qu'avec les pays se dotant de mandats en vue de réduire la pauvreté, d'instaurer le respect des droits humains, une gestion financière efficace ainsi qu'une transparence dans leurs activités.

Encore une fois, il est indiqué qu'il est nécessaire *pour* le Royaume-Uni d'aider les États à faire la promotion de la paix et de la sécurité. Ainsi, le partenariat est incontournable afin d'aider à prévenir, gérer et répondre aux conflits là où les États sont défaillants – c'est-à-dire là où les États sont incapables de protéger leurs citoyens : « The international community has a 'responsability to protect' when states fail to protect their civilians from génocide, war crimes and crimes against humanity²². » La sécurité est en fait dans ce Livre Blanc un enjeu majeur. Concrètement, la sécurité est une précondition au développement de sorte qu'elle est entendue comme un besoin de base étant à l'amont de tous les autres besoins et ayant à être donnée aux populations pauvres des États défaillants.

Poor people want to feel safe and secure just as much as they need food to eat, clean water to drink and a job to give them an income. Without security there cannot be a development. Farmers cannot farm if they are afraid that their land, livestock or family will be attacked. Girls cannot be educated if they are scared of the journey to school. And businesses will not invest where there is fighting, or where the rule of law is not upheld²³.

La préoccupation en matière de sécurité est habitée par la volonté de prévenir les conflits en déployant de manière complémentaire les efforts diplomatiques et sécuritaires afin d'assurer la construction d'institutions capables d'assurer la sécurité et la justice pour les pauvres. Étrangement, bien que la notion de gouvernance soit principalement perçue selon la catégorie de

²² DFID (2007), White paper on International Development. *Eliminating World Poverty: Making Governance work for the Poor*, p. 32.

²³ *Ibid*, p. 37.

sécurité, il n'est jamais question d'Irak ou encore de terrorisme. Ce manque qui n'est pas conséquent d'un vide conceptuel traduit que l'absence de certaines notions est liée à une volonté de dépolitiser le discours en liant les notions de développement et de sécurité en réduisant à de simples opérations de stabilisation ou encore de cantonnement de la menace en vue d'éliminer l'état de guerre de tous contre tous. Sans être totalement en accord avec leurs conclusions, nous pouvons citer Beall *et al*²⁴ afin de relever qu'il existe de plus en plus dans les pays membres du CAD un entremêlement entre le développement et la catégorie de sécurité, et ce, depuis que les États-Unis ont entamé leur croisade contre la terreur à travers le monde.

À survoler l'évolution de la coopération en matière de développement, nous avons pu entrevoir qu'il existe des évolutions dans la terminologie de même qu'une transformation de la façon de conceptualiser le développement qui est largement ponctué par les orientations propres aux partis politiques, les événements nationaux, internationaux aussi bien que les idéologies dominantes. Dans le cas précis du Royaume-Uni, nous pouvons noter que la coopération en matière de développement a successivement été liée aux notions d'assistance, d'appui, de support et finalement d'aide²⁵. Bien qu'il ne reste plus rien à espérer du monde et des programmes de développement, nous pensons que le poids grandissant de la Chine dans le système international ainsi que le fait que ce pays accorde de l'aide sans conditionnalité, risque d'influencer la coopération en matière de développement à l'avenir.

L'institutionnalisation de la catégorie de sécurité

La sécurité est une catégorie opératoire primordiale à la politique de développement du Royaume-Uni. En fait, la notion de sécurité est intégrée dans le discours à partir de 1992 à la notion de réforme du secteur sécuritaire²⁶ (SSR). Le concept de SSR désigne dans un premier temps la rupture idéologique qu'occasionne la fin de la période de la Guerre Froide par la transformation du système international qui accompagne la chute de l'URSS. Elle marque par la suite l'incertitude politique qu'engendre la guerre des Balkans et relève finalement la nouvelle forme que prend

²⁴ Jo Beall, Thomas Goddell and James Putzel, *Policy Arena: Introductory Article: On the Discourse of Terrorism, Security and Development*, Journal of International Development, No.18, 2006

²⁵ Naomi, Alfini, Robert, Chambers, *Words Count: taking a count of the changing language of British aid*, Development in Practice, vol. 17, no. 4-5, August 2007, p. 496.

²⁶ DFID (2007), *Conflict reduction and humanitarian assistance*, [En ligne], <http://www.dfid.gov.uk/aboutDFID/organisation/conflicthumanitarianassistance.asp>, [page consultée le 31 octobre 2007]

l'insécurité suite au 11 septembre 2001. Il faut spécifier que c'est à partir de 1997 que la catégorie se formalise dans le discours de la coopération pour le développement²⁷. On doit aussi relever qu'au début des années 1990 la SSR se posait comme un mécanisme permettant une réduction des conflits, la sécurité des citoyens et par delà, le développement durable. La notion de sécurité englobait donc la notion de sécurité humaine. En cette période, la SSR se liait donc avant tout à la gestion de l'aide-humanitaire qui était centralisée au sein du Département de la prévention des conflits, de l'aide-humanitaire et de la sécurité de la division ONU, conflits et aide-humanitaire (CHASE) et de l'Unité de la prévention des conflits et de l'aide-humanitaire pour l'Afrique (ACHU). « Le CHASE est chargé de l'élaboration des politiques, du suivi et du soutien opérationnel tandis que l'ACHU est responsable des programmes humanitaires à l'échelon régional et des pays²⁸. » Ces deux institutions devaient en principe avoir la capacité d'englober et de gérer toutes les questions liées à la sécurité. Seulement, à partir de 2001 il a un changement du paysage sécuritaire qui participe à une lente restructuration du développement.

En fait, à partir de 2001, la notion de SSR sera institutionnalisée. D'une part, par la mise sur pied du Conflict Prevention Pool (CPPs) composé du ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth (FCO), du ministère de la Défense (MOD) et du département de développement international (DFID). Le CPPs est en fait un groupement ayant pour objectif de permettre un échange et une coopération entre les trois différents ministères qui le forment afin qu'il puisse y avoir l'établissement d'une politique commune basée sur la connaissance, l'expertise et l'expérience de chacun des départements²⁹. D'autre part, la notion de SSR sera aussi institutionnalisée par la mise sur pied – en 2001 toujours – du Defense Advisory Team (DAT) qui est missionné de donner des conseils et de l'assistance sur la gouvernance, les relations entre le militaire et le civil ainsi que sur toutes les questions liées à la défense.

²⁷ WULF, Herbert, *Security sector reform in developing and transitional countries*, Berghof Research Center for Constructive Conflict Management, [En ligne], http://www.berghof-handbook.net/uploads/download/dialogue2_wulf.pdf, [page consultée le 1^{er} octobre 2007]

²⁸ OCDE (2006), *Royaume-Uni*, Examen en matières de coopération pour le développement: principales conclusions et recommandations du CAD, Comité d'aide au développement, [En ligne], <http://www.oecd.org/dataoecd/38/15/30716224.pdf>, [page consultée le 1^{er} octobre 2007]

²⁹ Le CPPs donne lieu à l'instauration de deux organes interdépartementaux ayant pour défi principal la prévention des conflits. Précisément, il s'agit du Global Conflict Prevention Pool (GCPP) et d'autre part l'Africa Conflict Prevention Pool (ACPP).

En juin 2002, le DFID, le MOD et le FCO ont approuvé une stratégie SSR globale qui a pour visée d'aider les gouvernements des PVD et des pays en transition à remplir leurs fonctions légitimes en matière de sécurité, de démocratie, d'effectivité et d'efficience gouvernementale et cela, par la réduction des conflits internes et externes³⁰. L'objet de cette stratégie est d'assurer une protection adéquate aux individus aussi bien qu'aux États, de contribuer de façon significative aux opérations régionales de support de la paix et en dernier lieu de s'assurer que les secours déployés pour la paix ne constituent pas en soi une source d'insécurité. En son élaboration, la stratégie SSR imbrique sécurité et développement tout en posant les jalons pour des réformes dans quatre secteurs : le politique, l'économique, le social et l'institutionnel. Soulignons finalement que la catégorie SSR est depuis peu amalgamée au concept de défense diplomatique (Koerner, 2006). La défense diplomatique est à comprendre comme un des principes organisateurs permettant au Royaume-Uni de mieux saisir le nouvel environnement sécuritaire international et d'assurer un développement qui se base sur 'le nécessaire' mélange du militaire et de la diplomatie.

Relevons finalement que deux articulations principales peuvent être relevées concernant la stratégie SSR. La première est que certains pays bénéficient de l'aide à la seule condition d'entamer une réforme du secteur sécuritaire. À ce titre, l'on peut nommer l'Irak, l'Afghanistan, les Balkans et certains pays d'Afrique. Dans une autre mesure, l'aide est accordée à des régions à la condition qu'une démocratisation des relations civiles et militaires soit clairement inscrite à l'agenda national. Dans ces pays l'on peut compter l'Inde, le Pakistan, l'Indonésie, le Népal, le Timor-Oriental, la Russie et les États satellites l'entourant, le Sri Lanka, certains pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes et finalement l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. L'engagement en Irak et en Afghanistan depuis 2002 a très certainement procédé à un brouillage entre la politique de développement, la politique étrangère et les objectifs en matière de sécurité pour le développement puisque dans le cas de ces deux pays il ne s'agit plus uniquement de renforcer et de former les forces de l'ordre ou encore de protéger des populations du conflit, mais plutôt de prévention afin de lutter contre le terrorisme. D'ailleurs, depuis 2002 l'Irak et l'Afghanistan font partie des 10 plus gros receveurs de l'APD.

³⁰ BALL, Nicola. *The security and Strategy Sector Reform*, Evaluation of the conflict prevention pools, evaluation Report Ev 647, DFID, mars 2004, [En ligne], <http://www.dfid.gov.uk/aboutdfid/performance/files/ev647ssr.pdf>, [page consultée le 31 octobre 2007]

Tableau 2 : Dix principaux bénéficiaires d'APD/AP britannique brute entre 2002 et 2006

Dix principaux bénéficiaires 2002-2004	Montants (USD m)	Dix principaux bénéficiaires 2004-2006	Montants (USD m)
1. Inde	419	1. Nigeria	1 164
2. Bangladesh	267	2. Iraq	796
3. Tanzanie	265	3. Inde	535
4. Irak	228	4. Bangladesh	232
5. Ghana	200	5. Zambie	224
6. Zambie	174	6. Afghanistan	222
7. RDC	162	7. Tanzanie	217
8. Afghanistan	161	8. Ghana	192
9. Malawi	115	9. RDC	189
10. Afrique du Sud	112	10. Soudan	157

Source : Statistiques de l'OCDE

L'intégration de la notion de cohérence au sein du discours

Comme il a été relevé, deux périodisations majeures peuvent être marquées en ce qui a trait à la politique de coopération pour le développement du Royaume-Uni. Soit la période avant 1997 et puis, la période à partir de 1997. On peut donc relever que les notions de cohérence, d'efficacité et d'harmonisation sont de prime abord absentes du discours. Il faudra attendre le rapport du CAD de 1994 pour qu'il soit indiqué au gouvernement britannique que celui-ci doit concilier son programme de gestion d'aide avec la multitude d'intérêts, d'objectifs commerciaux et de politique étrangère. Ce qui est principalement indiqué par l'analyse du CAD est qu'il existe une contradiction entre les objectifs et les actions à cause de dispositif comme celui de l'Aid and Trade Program (ATP) qui tendent à annuler la cohérence. En fait, l'ATP était un programme instauré en 1978 qui visait le développement commercial en assurant de l'aide pour les firmes britanniques désirant obtenir des contrats dans les PVD et cela, par le financement d'une partie de leurs projets. Ces subventions aux firmes britanniques étaient comptabilisées dans l'APD. À cet effet, le rapport du CAD de 1994 stipule que le Royaume-Uni doit s'assurer que « la recherche de cohérence doit porter sur des questions relevant aussi bien de la politique commerciale, de la politique d'investissement, de la politique technologique et de la politique à l'égard de la dette que de la bonne gestion des affaires publiques y compris les dépenses militaires et le commerce des armes³¹. » En fait, le CAD souligne que l'ATP comporte des risques de dangers, car l'objectif

³¹ OCDE (1994), *Royaume-Uni. Série d'examen en matière de coopération pour le développement*, no.1, Comité d'aide au développement, Paris, p.8.

premier d'un tel dispositif n'a pas de lien direct avec la coopération pour le développement. Le CAD annote donc que 70 % de l'aide bilatérale du Royaume-Uni (aide qui occupe 52.7 % du poste en 1992) est liée par des dispositifs (partiels ou globaux) comme celui de l'ATP. Ce qu'il importe de souligner est que l'ATP bien avant d'être un dispositif d'aide permet au Royaume-Uni d'accroître sa concurrence de par la facilité d'accès aux marchés des PVDs. Jusqu'en 1997, pratiquement toutes les aides financières sont liées sauf en ce qui a trait « au financement des coûts locaux faisant l'objet d'une dégradation générale, certains achats dans les pays tiers, un article indispensable pour un projet de développement ne se trouvant pas au Royaume-Uni³². »

À partir de 1997, la notion de cohérence des politiques occupe un chapitre entier du Livre Blanc de 1997. À cette période, la cohérence implique que l'ensemble des politiques du gouvernement affectant les PVD – incluant les politiques ayant trait à l'environnement, au commerce, à l'investissement, l'agriculture, la politique, la défense, la sécurité et la finance – tiennent compte du développement durable. Il est même avancé qu'un réel impact sur la pauvreté passe par la cohérence des politiques nationales et internationales. À cela, une attention marquée est portée à la transparence, la responsabilité et l'éthique gouvernementale en matière de coopération pour le développement. Précisons par contre que l'emphase sur la notion de cohérence des politiques en matière de coopération concerne principalement les domaines de l'environnement, du commerce, de l'investissement et de l'agriculture. D'une part, il est indiqué que des politiques cohérentes impliquent une gestion durable des ressources ainsi qu'une amélioration de la productivité des petits producteurs (de la terre ou de l'eau) afin d'assurer une croissance économique continue. Dans son analyse, le DFID marque qu'il existe un lien direct entre la dégradation de l'environnement et la pauvreté, car la compétition pour l'accès à la terre dans les zones rurales confine les pauvres à la surexploitation des ressources de leurs terres. Dans le concret, la cohérence des politiques britanniques se traduit aussi par la mise en place du programme d'effacement d'une partie de la dette des PPTE ainsi que l'élimination du dispositif de l'ATP. Relevons par ailleurs la création même du DFID aussi bien que l'emphase mise par cette institution sur la notion de cohérence est perçue par le CAD comme un souci marqué de prise en compte des enjeux de cohérence. Par ailleurs, les questions d'efficience et d'effectivité sont un enjeu voire une question essentielle pour le Royaume-Uni qui y consacre une enveloppe de 2

³² *Idem*, p. 27.

millions de dollars US par période de trois ans. Les notions d'efficience et d'efficacité sont des termes interchangeables qui désignent que l'argent aux fins du développement est dépensé de façon optimale. Par ailleurs, ces deux termes tendent à laisser croire que le développement est principalement quelque chose de quantifiable. Ajoutons finalement qu'en 1997 toujours, le CAD relève que trois défis sont à relever pour le Royaume-Uni soit de : « donner en temps voulu au personnel opérationnel des réponses appropriées concernant les questions de terrain, la mise en place des moyens de mesure de résultats des programmes, améliorer l'évaluation des résultats des ONGs³³.»

Le Livre Blanc de l'an 2000 révèle que la cohérence et l'efficacité demeurent pour le Royaume-Uni des questions d'importance. Cependant, comme il a été mentionné plus haut, ces deux notions demeurent secondaires vis-à-vis du traitement accordé à la mondialisation. La notion d'harmonisation y est préférentielle puisqu'il est souvent question de concordance, et d'équilibrage entre les multiples intérêts politiques, commerciaux et communautaires ou encore d'orchestration entre les politiques nationales et les politiques internationales. De la même façon, le DFID soulève sans cesse la nécessité de mettre en place des conditions et des politiques permettant d'attirer l'investissement étranger et d'empêcher la fuite des capitaux des PVD. Selon le rapport du CAD de 2001, le gouvernement britannique place les questions de développement dans la priorité de ses politiques autant à l'interne qu'à l'externe. En ce sens, la lutte contre la pauvreté est l'axe central de l'APD. Le CAD mentionne que la cohérence des politiques autant que la promotion de la nécessité de cohérence est une des priorités du Royaume-Uni. Néanmoins, il porte surtout à l'attention que le Royaume-Uni se démarque avant tout par l'efficacité de son système d'aide qui serait attribuable aux changements de méthode de gestion autant qu'à l'amélioration du dialogue issue de la décentralisation. Tout cela étant, le CAD se montre critique vis-à-vis des contradictions entre le discours et certaines actions du DFID qui ne seraient pas en concordance avec les objectifs fixés par cette institution. Le CAD note donc que si le Royaume-Uni désire préserver sa place de

³³ OCDE (1997), *Royaume-Uni. Série d'examens en matière de coopération pour le développement*, n° 25, Comité d'aide au développement, Paris, p.29

remier plan au sein du CAD, il lui faut « remplir plus efficacement le mandat³⁴ de collaboration et d'influence qui lui a été confié³⁵. » Par conséquent, il est prescrit au Royaume-Uni de :

continuer à rechercher et de mettre au point des approches propres à favoriser la cohérence des politiques notamment dans les domaines des échanges, de l'environnement et de la réduction des conflits, au sein de l'administration britannique de même qu'à l'échelle européenne et internationale³⁶.

En dernière instance, nous pouvons remarquer à partir du Livre Blanc de 2006 que la notion d'harmonisation entre les donateurs bilatéraux et multilatéraux est l'une des préoccupations principales du Royaume-Uni. À ce sujet, le Royaume-Uni réaffirme l'importance qu'il y ait une concordance entre les actions menées par chaque pays. Toutefois, l'enthousiasme du DFID à l'égard de l'harmonisation et la volonté d'établir le DFID comme un modèle à suivre est considéré par les membres du CAD comme un manque d'ouverture et de pragmatisme. Autrement, une attention tout aussi grande est portée à l'efficacité des politiques. Inversement, l'examen du CAD souligne cette fois-ci que bien que la cohérence des politiques au service du développement soit bonne, il faut que le Royaume-Uni aille « plus loin et plus vite³⁷ » en matière de cohérence :

Étant donné le rôle crucial que le Royaume-Uni reconnaît à la cohérence des politiques au service du développement, le DFID gagnerait à définir ses priorités dans une optique plus volontariste de façon à mobiliser les partenaires et les ressources autour de problèmes de cohérence des politiques ayant le plus d'impact³⁸.

Par ailleurs, en ce qui a trait à l'aide-humanitaire et la consolidation de la sécurité, il est indiqué que le Royaume-Uni doit mieux délimiter les responsabilités opérationnelles du FCO, du DFID et du MOD :

Les affaires humanitaires requièrent une coordination efficiente au sein de l'administration entre les ministères directement ou indirectement concernés par l'action humanitaire, dont les principaux sont les ministères des Affaires étrangères (FCO), le ministère de la Défense (MOD) et le Cabinet Office. La nature de la communication et les rôles respectifs du DFID, du FCO et du MOD sur la question des

³⁴ Notons ici, que bien que c'est une évidence que le Royaume-Uni se perçoit en leader en matière de coopération pour le développement, aucune allusion dans les documents antécédants (que ce soit du DFID ou encore du CAD) ne fait référence à un mandat officiel ou officieux de collaboration et d'influence.

³⁵ OCDE (2001), *Royaume-Uni*, Examen par les pairs, Comité d'aide au développement, [En ligne], <http://www.oecd.org/dataoecd/38/15/30716224.pdf>, [page consultée le 1^{er} octobre 2007]

³⁶ *Idem*

³⁷ OCDE (2006), *Royaume-Uni*, Examen en matière de coopération pour le développement : principales conclusions et recommandations du CAD, Comité d'aide au développement, [En ligne], <http://www.oecd.org/dataoecd/38/15/30716224.pdf>, [page consultée le 1^{er} octobre 2007]

³⁸ *Idem*.

États fragiles et sur les l'interaction entre les instances civiles et militaires doivent être précisés³⁹.

Conclusion

Sans contredit, l'arrivée du gouvernement travailliste au pouvoir en 1997 a insufflé une nouvelle orientation à la politique de coopération pour le développement en occasionnant une rupture nette avec la politique thatcherienne. En effet, sous le régime Thatcher la politique de coopération pour le développement a été relayée au second plan tandis qu'à partir de 1997 on remarque un alignement sur les objectifs internationaux de développement. D'autre part, les événements du 11 septembre 2001 ont provoqué une institutionnalisation de la notion de sécurité qui s'incarne par une politique SSR commune au FCO, au MOD et au DFID en matière de sécurité et de développement. Il y a donc maintenant une imbrication telle entre la sécurité et le développement que le développement ne se pense plus sans la sécurisation des populations ou des États. En cette matière, il n'est pas trivial de relever qu'il y existe une transformation capitale qui engendre une militarisation de l'aide. Dans une dernière mesure, notons que le Royaume-Uni a accordé depuis 1997 une emphase grandissante à la cohérence, l'harmonisation et l'effectivité de ses politiques. D'une part, le Royaume-Uni tente de jouer un rôle de leader concernant les questions d'effectivité et d'harmonisation en claironnant la nécessité qu'il y ait une concordance entre les politiques internes, les politiques de l'Union Européenne et les politiques internationales. D'autre part, le DFID est critiqué par le CAD pour qu'il y ait l'élaboration d'un plan d'action définissant clairement les priorités en matière de cohérence des politiques au service du développement.

³⁹ *Idem.*

Acronymes

ACHU, Unité de la prévention des conflits et de l'aide humanitaire pour l'Afrique

CHASE, Département de la prévention des conflits, de l'aide-humanitaire et de la sécurité de la division ONU, conflits et aide humanitaire

DFID, Department for International Development

FCO, Ministères des Affaires étrangères

MOD, Ministère de la Défense

ODA, Overseas Department Administration

Bibliographie

ALFINI, Naomi and CHAMBERS, (2007), Robert, *Words Count : taking a count of the changing language of British aid*, Development in Practice, vol. 17, no. 4-5, August 2007, p. 492-504.

BALL, Nicola, *The security and Strategy Sector Reform*, Evaluation of the conflict prevention pools, evaluation Report Ev 647, DFID, mars 2004, [En ligne], <http://www.dfid.gov.uk/aboutdfid/performance/files/ev647ssr.pdf>, [page consultée le 31 octobre 2007]

BEALL Jo, GOODFELLOW, Thomas and PUTZEL James, *Policy Arena: Introductory Article: On the Discourse of Terrorism, Security and Development*, Journal of International Development, No.18, 2006, p. 51-67.

BEARNE Susanna, OLIKER Olga, O'Brian Kevin A., and RATHWELL Andrew, *National Security Decision-Making Structures and Security Sector Reform*, Technical Report prepared for the United Kingdom's Security Sector Development Advisory Team, Rand Europe (UK), 2005, [En ligne], <http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/security-decision-making.pdf>, [page consultée le 31 octobre 2007]

BJORN, Moller, *Terror prevention and development aid: what we know and don't know*, DIIS Report 2007:3, [En ligne], <http://www.dicsm.dk/graphics/Publications/Reports2006/diisreport-2007-3.pdf>, [page consultée le 31 octobre 2007]

BLACK, David, *The politics of poverty: aid in the new cold war*, Christian Aid, 2004, [En ligne], <http://www.un-ngls.org/politics%20of%20poverty.pdf>, [page consultée le 15 octobre 2007]

BRACK, Duncan, *Introduction In Trade, Aid and Security : An Agenda for Peace and Development*, (dir.) Oli Brown, Mark Halle, Sonia Pena Morena and Sebastian Winkler, UK and USA: Earth Scan, [En ligne], http://www.iisd.org/pdf/2006/tas_book.pdf, [page consultée le 31 octobre 2007]

CHATAIGNER, Jean-Marc, *Aide publique au développement et réformes des systèmes de sécurité : l'improbable rencontre du Dr Jekyll et de Mr Hyde*, Afrique contemporaine 2004, no 209, [En ligne], http://www.cairn.info/article_p.php?ID_REVUE=AFCO&ID_NUMPUBLIE=AFCO_20, [page consultée le 20 octobre 2007]

DFID (2007), *Conflict reduction and humanitarian assistance*, [En ligne], <http://www.dfid.gov.uk/aboutDFID/organisation/conflicthumanitarianassistance.asp>, [page consultée le 31 octobre 2007]

DFID et al. (2003), *The Global Conflict Prevention Pool*. A joint UK Government approach to reducing conflict. London.

DFID (1999), *Poverty and the security sector policy statement*. Policy Statement. London

DFID (2000), *Security sector reform: Review of the role of external actors*. Discussion paper 2. London: DFID, February.

DFID (2002), *Understanding and Supporting Security Sector Reform*, [En ligne], <http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/supportingsecurity.pdf>, [page consultée le 31 octobre 2007]

DFID (1997), *White paper on International Development. Eliminating World Poverty: A challenge for the 21st Century*, [En ligne], <http://www.dfid.gov.uk/Pubs/files/whitepaper1997.pdf>, [page consultée le 14 septembre 2007]

DFID (2000), *White paper on International Development. Eliminating World poverty: Making Globalisation Work for the Poor*, [En ligne], <http://www.dfid.gov.uk/Pubs/files/whitepaper2000.pdf>, [page consultée le 14 septembre 2007]

DFID (2007), *White paper on International Development. Eliminating World Poverty: Making Governance work for the Poor, 2006*, [En ligne], <http://www.dfid.gov.uk/wp2006/whitepaper-printer-friendly.pdf>, [page consultée le 21 septembre 2007]

DOLLAR, David and LEVIN, Victoria, "The Increasing Selectivity of Foreign Aid, 1984-2002" (May 6, 2004). World Bank Policy Research Working Paper No. 3299. Available at SSRN: <http://ssrn.com/abstract=610344>

DUPUIS, Serge, *L'aide publique britannique au développement, au début des années 90. Bilan et évaluation*. Politique africaine, no. 52, décembre 1993, pp.102-116

HEWITT, Anderson, *Beyond poverty ? The new UK Policy on International Development and Globalisation*, Third World Quarterly, vol. 22, no.2, p. 291-296

HOWELL, Jude, *Policy Arena: The Global War on Terror, Development and civil Society*, Journal Of International Development, No. 18, 2006, p.121-135

IBON, Antonio Tujan Jr., *Introduction In The Reality of Aid 2006 : Focus on Conflict, Security and Development Cooperation, The Reality of Aid*, [En ligne], <http://www.realityofaid.org/roareport.php?table=roa2006&id=1>, [page consultée le 31 octobre 2007]

KILLICK, Tony, *Policy Autonomy and the History of British Aid to Africa*, Development Policy Review, 2005, 23 (6): 665-681

MAXWELL, Simon Apples, *pears and poverty reduction: an assessment of British bilateral aid*, IDS Bulletin, vol. 27, pp. 109-122, January 1996

McAUSLAN, Patrick, *The International Development Act, 2002: Benign Imperialism or a Missed Opportunity?*, *Modern Law Review*, Vol. 66, pp. 563-603, July 2003 Available at SSRN: <http://ssrn.com/abstract=425643>

OCDE (2004), *Réforme des systèmes de sécurité et gouvernance : principes et bonnes pratiques*, [En ligne], <http://www.oecd.org/dataoecd/23/35/31671832.pdf>, [page consultée le 31 octobre 2007]

OCDE (1994), *Royaume-Uni. Série d'examens en matière de coopération pour le développement*, no.1, Comité d'aide au développement, Paris, 53p.

OCDE (1997), *Royaume-Uni. Série d'examens en matière de coopération pour le développement*, no. 25, Comité d'aide au développement, Paris, 72p.

OCDE (2001), *Royaume-Uni*, Examen par les pairs, Comité d'aide au développement, [En ligne], <http://www.oecd.org/dataoecd/38/15/30716224.pdf>, [page consultée le 1^{er} octobre 2007]

OCDE (2006), *Royaume-Uni*, Examen en matières de coopération pour le développement: principales conclusions et recommandations du CAD, Comité d'aide au développement, [En ligne], <http://www.oecd.org/dataoecd/38/15/30716224.pdf>, [page consultée le 1^{er} octobre 2007]

OFFICE OF PUBLIC INFORMATION (2002), *International Development Act 2002*, Acts of Parliament, [En ligne], <http://www.opsi.gov.uk/acts/acts2002/20020001.htm>, [page consultée le 16 octobre 2007]

SLATER, David and BELL, Morag, *Aid and the Geopolitics of the Post-Colonial: Critical Reflections on New Labour's Overseas Development Strategy*, *Development and Change*, vol. 33, no.2, 2006, p. 335-360

THE BRITISH MINISTRY OF OVERSEAS DEVELOPMENT, *The Changing Emphasis in British Aid Policies: Help for the Poorest*, *Population and Development Review*, vol. 2, no. , march 1976, p. 157-160.

WHITE, Howard, *British Aid and the White Paper on International Development: Dressing a Wolf Sheep's Clothing in the Emperor's New Clothes ?*, *Journal of International Development*, vol. 10, no.2, 2007, p. 151-166

WULF, Herbert, *Security sector reform in developing and transitional countries*, Berghof Research Center for Constructive Conflict Management, [En ligne], http://www.berghof-handbook.net/uploads/download/dialogue2_wulf.pdf, [page consultée le 1^{er} octobre 2007]